

Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - BIC/is

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Presse et Info

Seite-Nr.

1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					
***					

Wochentelex 18/86 V e r t r a u l i c h

Conseil de l'Europe (CE):

78e Session du Comité des Ministres, à laquelle a participé, du côté suisse, CFA, a permis de réaliser un accord sur un renforcement de la coopération entre les 21 en matière de lutte contre le terrorisme, et de régler, enfin, le problème de la Vice-présidence, respectivement Présidence de la Turquie du Comité des Ministres. Autres points forts ont été le rôle futur du Conseil de l'Europe dans la construction européenne (relations avec la Communauté européenne, coopération culturelle), les relations Est-Ouest, y compris la CSCE et la Réunion de Berne, l'Amérique centrale et la construction d'un nouveau Palais des droits de l'homme.

Ministres ont décidé, sur proposition de la Suisse, de convoquer conférence ministérielle des 21 en matière de lutte contre le terrorisme. Etaient en effet persuadés qu'Européens ne pouvaient pas continuer à assister en spectateurs à violence internationale en cours et qu'une action collective et efficace, couvrant l'ensemble des 21 pays d'Europe occidentale, était impérieuse. CE est par ailleurs cadre très opportun pour une coopération en matière de lutte contre le terrorisme, car il regroupe pays partageant les mêmes principes de démocratie et de respect du droit et des libertés fon-

Letzte  
Zeile

Datum: 28.4.86  
Tel. intern: 30 53

Visum:

**Dodis**





Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

damentales. Réunion a pour but de donner impulsion politique aux travaux en cours des Hauts fonctionnaires des 21, et couvrira aussi bien aspects juridiques et normatifs que pratiques et politiques de la coopération. Conférence se tiendra dans les meilleurs délais possibles et sans doute encore avant la fin de l'année, priorité allant à la bonne préparation.

Comité des Ministres s'est par ailleurs prononcé pour que la Turquie assume, dès à présent, Vice-présidence du Comité des Ministres, à laquelle elle avait renoncé en 1981, Présidence lui revenant au mois de novembre. Il a ainsi été possible, après près de deux années de discussions, de permettre enfin à la Turquie, qui est membre du CE, de reprendre ses droits et de réassumer ses obligations au sein de l'Organisation de Strasbourg. Suisse a voté en faveur de la Turquie avec majorité confortable de 13 autres pays (Autriche, Belgique, Espagne, France, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Pays-Bas, Portugal, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni et Turquie). Mis à part Grèce et Chypre, ont voté contre Danemark, Malte, Norvège et Luxembourg, alors que seule la Suède s'est abstenue. Si la Suisse, comme ses partenaires du CE, était consciente que la situation en Turquie en ce qui concerne le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales n'était pas encore entièrement normalisée, elle a souhaité, par cette décision, encourager le processus de retour à la démocratie entrepris par le Gouvernement turc.

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:



Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja      Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F.I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--

Seite-Nr.

3
---

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Au cours d'un débat politique avec l'Assemblée parlementaire (qui s'est tenu avant la réunion ministérielle) et durant la session du Comité des Ministres, importance a été réaffirmée de maintenir liens étroits et de renforcer coopération entre le CE et la Communauté européenne. Ceci est d'autant plus impérieux avec l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, élargissement qui a pour conséquence que 12 des 21 pays membres du CE font également partie de la Communauté. CE doit notamment jouer le rôle de pont entre pays membres et pays non membres de la Communauté, réunis au sein du CE, dans les domaines d'activité couverts par les deux institutions. Comité des Ministres a également adopté Résolution sur renforcement de la coopération culturelle, qui est un des domaines prioritaires du CE.

En matière de relations Est-Ouest, Ministres ont introduit éléments de prudence par rapport à leur appréciation à la suite de la rencontre Reagan/Gorbatchev de novembre dernier. CFA et Ambassadeur Pianca (durant réunion des Directeurs politiques) ont fourni informations les plus récentes sur la Réunion de Berne. Comité des Ministres a également fourni son appui au processus de Contadora.

En outre, Ministres ont adopté Résolution par laquelle ils ont décidé principe de la construction d'un nouveau Palais des droits de l'homme. Bâtiment actuel ne suffit de toute évidence plus pour permettre à la Cour, à la Commission et à la Direction des droits

...etzte  
Zeile

000 24665

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja      Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

de l'homme de travailler dans de conditions adéquates.

Enfin, CFA a signé, aux côtés des Représentants d'Autriche, de la Belgique et du Portugal, une convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des ONG. Le but de cet instrument est de permettre de faire reconnaître de plein droit en Europe aux ONG leur personnalité et leur capacité juridiques.

letzte  
Zeile

4 150 000 24665

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

--



Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja      Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Avoirs de l'ex-Président Marcos en Suisse - Levée de la décision de blocage

Le 18 avril 1986, le Chargé d'affaires de la République des Philippines en Suisse a transmis à l'Office fédéral de la police une requête émanant du Gouvernement philippin et visant à bloquer les fonds détenus par Marcos et sa famille en Suisse. Dans cette demande, les autorités philippines accusent Marcos, ainsi que d'autres personnes, de corruption et de gestion déloyale des intérêts publics.

C'est en se fondant sur l'article 18 de la loi fédérale sur l'entraide internationale en matière pénale (EIMP) - qui prévoit qu'à la demande expresse d'un Etat, des mesures provisoires peuvent être prises pour maintenir une situation existante - que l'Office fédéral de la police a chargé les autorités judiciaires compétentes des cantons de Berne, Fribourg, Genève et Zurich d'ordonner de bloquer les avoirs financiers détenus par la famille Marcos, certaines personnes de son entourage et leurs fondations dans diverses banques.

Au vu de ce qui précède, la mesure provisionnelle prise pour une durée limitée par le Conseil fédéral, le 24 mars 1986, sur la base de l'article 102, chiffre 8, Cst. fédérale et destinée à permettre aux autorités philippines d'examiner, sans modification du statu quo, les voies qu'offre le droit suisse pour recouvrer les fonds

Letzte Zeile

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

0 000 24665



Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja      Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

de Marcos, a été levée par le Conseil fédéral le 23 avril 1986.  
 La lettre-circulaire, adressée le 26 mars 1986 à toutes les banques  
 par la Commission fédérale des banques, n'a pour le moment, en  
 revanche, pas été annulée par cette dernière autorité.

Letzte  
Zeile

150 000 24665

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

--



Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja      Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F.I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--	--

Seite-Nr.

7
---

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Réunion de Berne, situation à la moitié des travaux:

1. Débat général en plénière. En dépit vifs échanges entre Turcs et Bulgares sur question minorité turque, atmosphère demeure généralement bonne, quoique marquée par des interventions beaucoup plus précises et concrètes que précédemment de la part occidentaux (essentiellement USA, GB, RFA, Canada et Pays Bas), d'où une certaine susceptibilité pays de l'Est. Intervention suisse (que postes CSCE reçoivent séparément) axée description cas d'espèces, sans mention toutefois de noms de pays ou de personnes, a été très remarquée. Bien reçue par Ouest et dans presse, elle a été jugée très dure par Est. Yougoslaves, pour la seconde fois, ont prononcé discours orienté essentiellement sur situation travailleurs migrants, en particulier domaine réunion et visite de famille. Suisse figurait très probablement parmi pays visés, mais n'a pas été citée explicitement. Nécessité de régler ces problèmes bilatéralement a aussi été soulignée par Yougoslaves.

2. Position occidentale. Groupe interne mis sur pied par pays OTAN a rédigé 20 propositions destinées à être présentées individuellement par les délégations, au cours des prochaines semaines, et non sous forme de paquet occidental. Elles portent sur les thèmes suivants notamment:

Letzte  
Zeile

000 24665

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:



Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

8

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

- communications postales et téléphoniques
- publication et accès aux lois et règlements internes
- droit au passeport
- suppression des visa de sortie
- accès et mise à disposition des formulaires nécessaires pour tout requérant
- possibilité de voyages à l'étranger simultanément pour tous les membres d'une même famille (suppression du système des 'otages')
- mesures pour faciliter la réunion des familles
- autoriser les contacts avec des étrangers
- contacts sportifs
- contacts entre personnes appartenant à des minorités
- contacts entre membres de syndicats
- contacts entre institutions et non-substitution des personnes invitées par une institution
- jumelage de villes entre l'Est et l'Ouest
- contacts entre groupes religieux
- tables rondes en matière de contacts humains
- échanges de vues réguliers sur la mise en oeuvre des dispositions agréées en matière de contacts humains

3. Position de l'Est. Faut s'attendre à un certain nombre de propositions, portant vraisemblablement sur les accords consulaires, les

Letzte  
Zeile

Datum: _____ Tel. intern _____	Visum: _____
-----------------------------------	--------------

1 150 000 24665



Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

9

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

contacts entre organisations et institutions, les contacts sportifs et entre jeunes, ainsi que sur des propositions de nature plus générale et idéologique. En privé, délégués de l'Est manifestent toujours intérêt pour document, bien qu'il soit encore difficile de définir ce qu'ils seraient en mesure d'accepter comme mesures concrètes dans le cadre d'un tel document.

4. Suisse, ainsi qu'autres délégations occidentales et Neutres, poursuit ses rencontres bilatérales avec délégations orientales en vue règlement cas concrets. Autriche entend soumettre proposition concernant facilitation visite de famille, à laquelle autres neutres pourraient éventuellement se joindre. Pas d'autres propositions N + N en vue au stade actuel.

etzie  
Zelle

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

00 000 24665



Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

10

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Réunion ministérielle des non-alignés (NOAL) à la Nouvelle Delhi  
(16 au 19.4.1986)

La réunion a été placée sous le signe de l'attaque américaine contre la Libye, qui a permis à la ligne dure au sein du mouvement de marquer des points. C'est pourquoi les textes adoptés comportent des prises de position plus radicales que dans les projets initialement préparés par l'Inde. On s'est en fait trouvé dans une situation opposée à celle de Luanda en septembre 1985, où il s'agissait pour les modérés de ramener le projet préparé principalement par les Cubains sur une ligne plus conforme au véritable non-alignement alors qu'à Delhi les radicaux ont poussé les textes vers des positions plus extrêmes.

La politique des Etats-Unis à l'égard de l'Afrique australe, à l'égard des Nations Unies et des négociations multilatérales en général a également contribué à infléchir la ligne du mouvement vers un durcissement. Les pays modérés (majorité silencieuse?) n'ont osé s'y opposer de crainte que leur position ne soit jugée pro-américaine. En outre, certains d'entre eux sont aussi amenés à se demander si la modération dont ils se sont efforcés de faire preuve est encore payante. Cette situation a permis à la délégation cubaine, nombreuse et efficace, de jouer un rôle prépondérant. D'une manière générale, il faut relever l'analyse pessimiste de la situation internationale qui a prévalu tant du point de vue politique que du point de vue économique. On a jugé que l'esprit de

Datum: \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_



Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja      Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

11

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Genève était en train de s'évaporer et que le recours toujours plus fréquent à la force constituait une menace de plus en plus réelle pour la sécurité des pays NOAL.

Le mouvement reste profondément partagé entre plusieurs tendances, au point que certains Etats membres s'interrogent sur sa véritable raison d'être. Le fait qu'à Luanda déjà et à nouveau ici, l'on ne soit pas parvenu à un accord quelconque à propos du conflit Iran/Iraq est ressenti par beaucoup comme un symptôme inquiétant pour le mouvement. C'est sans doute ce qui a provoqué la décision d'envoyer une délégation ministérielle composée de l'Inde, de la Yougoslavie, du Sénégal et de Cuba à Tripoli et à New York pour expliquer les textes adoptés sur la Libye.

Le Sommet de Harare (fin août/début septembre 1986) s'annonce donc difficile. Un autre point de discorde se profile d'ores et déjà à l'horizon avec la candidature du Nicaragua, fortement poussée par l'URSS, pour le sommet suivant et partant la présidence du mouvement.

Politische Kommission:

Zu Beginn des Treffens haben die Delegationschefs in einer scharf formulierten, dreiseitigen Erklärung den "unprovokierten, bewaffneten Angriff" der USA auf Libyen verurteilt. Die im Konsensverfahren verabschiedete politische Erklärung, die Gegenstand intensiver und z.T. sehr hart geführter Beratungen bildete, behandelt

Letzte Zeile

000 24665

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:



Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

12

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

ihrerseits u.a. die Rolle der Blockfreien. Die Krise, in der sich das UN-System befindet, den internationalen Terrorismus, den Stand der Vorbereitungen des Blockfreien-Gipfels von Anfang September in Harare, die Frage der Abruestung sowie alle Krisenherde in der Dritten Welt.

Der von Indien bewusst gemaessigt formulierte Erklaerungsentwurf ist in vielen Abschnitten radikalisiert worden. Die amerikanischen Luftangriffe auf Libyen unmittelbar vor Eroeffnung des Treffens haben die Position der traditionell gemaessigten Kreise in der Tat spuerbar geschwaecht und ihre Moeglichkeiten der Einflussnahme auf die radikalen Elemente deutlich vermindert.

Namentlich der von den sogenannten 'Frontline'-staaten eingebrachte Aenderungsvorschlag zum Kapitel 'Lage im suedlichen Afrika', der mit Hilfe des Kommissionspraesidenten (Burkina Faso) gegen den Widerstand von Zaire, Kamerun und Gabon durch die Beratungen geschleust wurde, zeichnet sich durch eine im Vergleich zu Luanda wesentlich schaeferere Sprache aus, die sich nach Ansicht der 'Falcken' damit rechtfertigt, dass sich die Situation nicht zuletzt als Folge der amerikanischen Unterstuetzung fuer Savimbi's Unita wesentlich verschlechtert habe.

Auf Antrag Kubas beschloss die politische Kommission im Kapitel 'Mittelmeer' die Solidaritaet der Bewegung mit Libyen dadurch zu unterstreichen, dass eine Ministerdelegation nach Tripoli und New York entsandt wird, um sowohl dem libyschen Staatschef als dem

Letzte Zeile

150 000 24665

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:



Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja      Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

13

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

UN-Sicherheitsrat ueber die Verurteilung des amerikanischen Vorgehens zu informieren. Da Libyen Mitglied der Bewegung ist, haben sich auch die gemaessigten diesem Vorschlag anschliessen muessen.

Eine sehr hart gefuehrte, bis zum Ende dauernde Auseinandersetzung zwischen der irakischen und der iranischen Delegation und die Unmoeglichkeit, sich auf einen gemeinsamen Text zu einigen, zeigte einmal mehr, wie stark der zwischen zwei Mitgliedern gefuehrte Golfkrieg die Bewegung belastet.

Das dem internationalen Terrorismus gewidmete Kapitel der Erklaerung und namentlich die Frage des Einbezugs des von Staaten veruebten Terrorismus, bot ebenfalls Anlass zu einer laengeren Auseinandersetzung zwischen den Delegationen (Ghana als Sprecher der Falken, unterstuetzt von Libyen, Iran, ANC gegen Singapur, Zaire, Pakistan), auf welche die Ereignisse in Libyen ebenfalls nicht ohne Einfluss blieben.

Das bereits im Entwurf unausgewogene Kapitel ueber Abruestungsfragen wurde materiell kaum veraendert. Der iranische Antrag, eine Verurteilung des Gebrauchs chemischer Kampfstoffe einzufuegen, fuehrte zu einer erneuten Diskussion des Golfkrieges.

Commission économique:

NOAL ont accordé importance particulière à questions économiques. Débat principal a porté sur établissement comité ministériel perma-

Letzte  
Zeile

Datum: _____	Visum: _____
Tel. intern _____	



Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

14

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

ment chargé de préparer les positions des NOAL en vue des négociations internationales financières et monétaires (IBW) et commerciales (GATT). Comité comprendrait environ 25 membres dont liste reste à établir. Il serait ouvert à pays en développement non membres du mouvement, ce qui permettrait participation notamment de Brésil et Mexique. Cette idée semble avoir été soutenue avant tout par Inde et Yougoslavie. Certains pays africains (p.ex. Sénégal et Gabon) et latino-américains (Argentine) s'y opposaient vivement, du moins en l'état actuel de la réflexion. Compromis a donc consisté à adopter le principe d'un comité, à en faire étudier le mandat et la composition et à remettre la décision finale à Harare. Si celle-ci devait être positive, on pourrait craindre que ce nouveau comité ne contribue à figer les positions des PED autour des revendications les plus extrêmes. De plus, NOAL ont appelé à la tenue au moment opportun, d'une réunion consultative sur la dette de tous les NOAL intéressés et autres pays en développement.

NOAL ont adopté déclaration économique très complète qui porte sur tous les aspects de la coopération internationale avec ton vif à l'encontre des pays développés. Ils maintiennent préalables à lancement négociations GATT (engagement unilatéral pays développés de statu quo et du démantèlement des restrictions selon calendrier agréé, engagement de négocier en priorité accord sauvegardé sur base non-discrimination).

Services ne sont pas liés directement à nouvelles négociations mais

Letzte  
Zeile

150 000 24665

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_



Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

 

Ja Nein

Priorität

  

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text og.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

15

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

NOAL récuse droit du GATT de s'en saisir. Ils se sont entendus sur question dette en termes acrimonieux motivés selon eux par indifférence pays développés face à revendications groupe 24. NOAL exigent notamment changement conditionnalité FMI, co-responsabilité tous acteurs dans question dette et surveillance politique économique pays développés.

Décisions et déclarations sur le plan économique témoignent tentative reprise en main mouvement par pays fondateurs (Inde, Yougoslavie). Ceux-ci ont toutefois dû tenir compte revendications plus extrêmes (Pérou) appuyées par certains observateurs (Mexique). Résultats représentent donc durcissement par rapport à projet initial soumis par l'Inde.

#### Contacts bilatéraux:

Délégation suisse conduite par Ambassadeur Muheim a eu toute une série d'entretiens bilatéraux avec Chefs ou membres d'autres délégations.

Muheim a ainsi pu avoir échanges de vues avec Ministres des affaires étrangères Egypte, Indonésie, Algérie, Sénégal, Maroc et Pakistan, Vice-Ministres des affaires étrangères Pérou, Colombie, Mexique, Argentine et Nicaragua, Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Bangladesh, Secrétaire-adjoint aux a.e. de Yougoslavie, Secrétaire général MAE du Gabon, Directeur des O.I. Zimbabwe et Argentine, représentant permanent à l'ONU de Tunisie.

Letzte  
Zeile

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:



Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

16

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Entretiens ont porté sur le déroulement de la réunion NOAL et sur les différents problèmes internationaux qui sont venus influencer sur le cours de ses travaux.

Plusieurs interlocuteurs ont par ailleurs spontanément abordé question de l'échec du referendum ONU, se disant surpris par l'ampleur de rejet et se préoccupant de savoir quelle serait désormais la politique suivie par la Suisse à l'égard de la coopération au sein des institutions multilatérales. Cela a permis à Muheim de réitérer position de notre pays, telle qu'elle ressort de la déclaration du Chef du département à l'issue du scrutin.

Les échanges de propos au sujet de l'ONU en général, ont mis en évidence la préoccupation de la plupart de nos interlocuteurs face à la crise politique et financière qui frappe les Nations Unies et face à sa probable aggravation.

Délégation suisse a également présenté vues de notre pays sur questions échanges internationaux et endettement. Elle a particulièrement insisté sur la nécessité d'une large participation des pays en développement aux négociations GATT sans exclusives préalables. Elle a attiré l'attention sur le fait que les modalités de négociation proposées par la Suisse devraient répondre aux préoccupations des pays en développement.

Concernant la prochaine conférence internationale de la Croix-Rouge, qui se tiendra cet automne à Genève, la délégation suisse a fait part de son souhait que les délégations gouvernementales y soient

150 000 24665

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:



All. EDA  
Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Four horizontal lines for entering references and initials.

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal lines for entering the address.

Chiffriert

Ja  Nein

Priorität

Norm.  Dring.  Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Empty box for sender information.

Seite-Nr.

17

Header row with six columns labeled 'Empfängercode' and corresponding empty boxes for recipient codes.

représentées à haut niveau vu la grande importance des sujets qui seront traité à Genève. Elle a également relevé le prix que nous attachons à la ratification des protocoles additionnels aux conventions de Genève par un aussi grand nombre de pays que possible avant la conférence.

Plusieurs de nos interlocuteurs ont spontanément abordé le sujet de la situation à l'UNESCO et tous ont exprimé leur souhait que soient rapidement réunies les conditions nécessaires au rétablissement du caractère universel de l'organisation. Concernant la succession de l'actuel directeur général, tous affirment en privé qu'il ne saurait être question de lui accorder un troisième mandat. Il est apparu cependant que la réflexion sur cette question n'était guère avancée. Nos conversations devraient donc avoir pour effet de stimuler la recherche de candidatures valables pour la succession de M. M'Bow.

Ces entretiens ont confirmé que les rencontres des non-alignés offrent à notre diplomatie un large champ d'action.

(en raison de retards dans la transmission, cette contribution n'a pu figurer dans le dernier Wochentelex. Nous le regrettons).

MUHEIM.

NNNN

Letzte Zeile

000 24665

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:



T E I L II

Gespräche mit Vize-Unterstaatssekretär Derek Thomas, Politischer Direktor des britischen Aussenministeriums (FCO), in Bern, 25. April 1986

---

Im Anschluss an die Frühjahrs-Ministertagung des Europarates erschien der Politische Direktor des FCO zu einem zweitägigen Besuch in der Schweiz. In Bern wurde Derek Thomas (DT) von einer Delegation des EDA unter der Leitung von Botschafter Pianca (PIA) zu politischen Gesprächen und in Muri von Staatssekretär Brunner (BRE) zu einem Höflichkeitsbesuch empfangen.

A. Gespräche im EDA:

1. Bilaterale Beziehungen und Fragen

Während DT an die regelmässigen Staatssekretärs- und Ministerkontakte der letzten Jahre erinnert, äussert PIA die Hoffnung, dass im Frühjahr 1987 auch der Gegenbesuch Aussenminister Howes in Bern zustandekomme. Unsere frühen Terminvorschläge werden in London vorgemerkt, obwohl der Parlaments- und EG-Kalender 1987 noch lange nicht feststeht. PIA geht auf das Rüstungsgeschäft um neue Gelände-Personenwagen ein, bei dem der britische Kandidat (Land Rover) einem österreichischen Konkurrenten (Steyr Puch) gegenübersteht. Die Typenwahl (mit Katalysator!) dürfte Mitte 1987 und die Beschaffung durch das EMD Ende 1988 erfolgen (vgl. London-Besuche 1986 der BR Furgler und Delamuraz).

2. Ost-West-Verhältnis

Botschafter Ramseyer (RY) beurteilt die visionäre Abrüstungsinitiative Gorbatschows vom 15. Januar skeptisch: Die militärisch, nicht ideologisch neutrale Schweiz hat kein Interesse an einer Denuklearisierung Europas, die ohne konventionelles Gleichgewicht keine Stabilität garantiert. DT nimmt die sowjetischen Vorschläge nur ernst, wenn gleichzeitig Fortschritte bei den Wiener MBFR-Gesprächen erzielt werden. Bei den chemischen Arsenalen wäre eine Zonen-Begrenzung ohne weltweites Verbot sinnlos, da C-Waffen völlig mobil sind. PIA erkundigt sich nach der diplomatischen Führungsspitze in Moskau und der "cohabitation" zwischen der Sowjetunion und den osteuropäischen Staaten: DT hält es für nützlich, dass der USA-Kenner Dobrynin in Gorbatschows Nähe steht, obwohl in Moskau die Einschätzung des Westens nur schwer zu ändern ist. Die versöhnlichen Töne des Generalsekretärs am 27. Parteitag der KPdSU lassen vermuten, dass dieser gegen die uralte Sicherheits-Obsession unter ökonomischem Zwang die Rüstungsanstrengungen einschränken muss. Im sozialistischen Osteuropa scheint der COMECON wieder vermehrte



Bedeutung zu erhalten, während Moskau am ungarischen Wirtschaftsmodell wie an der bulgarischen Staatsführung Kritik übt. Grossbritannien ist wie die Schweiz zum Kontakt und Dialog mit den osteuropäischen Regierungen bereit, die auf internationale Legitimität angewiesen sind; nur das korrupte Ceausescu-Regime in Rumänien wurde von FCO jahrelang falsch eingeschätzt.

### 3. Internationaler Terrorismus

Hr. Fässler (FCH) erläutert die Initiative der Schweiz, welche im Europarat die Einberufung einer speziellen, einmaligen Ministerkonferenz zur Terrorismus-Bekämpfung erreicht hat. DT sieht in der Europäischen Gemeinschaft oder im erweiterten Rahmen des Europarates 3 mögliche Formen der Zusammenarbeit: gemeinsame Stellungnahmen für die öffentliche Meinung, Ausarbeitung gemeinsamer Verhaltensgrundsätze und schliesslich praktische Zusammenarbeit zwischen den Sicherheits-, Polizei- und Luftfahrtbehörden. Die britischen Fachdienste zögen den Kontakt unter den gegenseitig bekannten Fachstellen im Rahmen der Zwölf (TREVI-Gruppe) vor, wobei politisch die Aussen- und operationell die Innenminister verantwortlich seien. Im Europarat sässen einige "unsichere Kantonisten", denen die britische Polizei wenig Vertrauen entgegenbringe. PIA unterstreicht das Interesse der Schweiz an Informationen über die Terrorismus-Bekämpfung der EG wie am bilateralen Informationsaustausch mit London.

### 4. UNO und internationale Organisationen (Budget- und Umweltfragen)

Minister Staehelin (SIN) erinnert an unsere, dem FCO bekannte Bereitschaft, trotz der Abstimmungsniederlage über den UNO-Beitritt die Aussenpolitik der multilateralen Zusammenarbeit fortzusetzen; dies auch entgegen der jüngsten Tendenz der USA (Kassebaum/Gramm-Rudmann-Hollings), ihre Beiträge ans Budget des UNO-Systems einzuschränken. DT zeigt Verständnis für den Volksentscheid der Schweiz wie für die Stimmung in Washington; Londons UNESCO-Austritt sei auch ein Signal gegen die Verpolitisierung der UNO-Spezialorganisationen. Sanktionen gegen Südafrika lehne Grossbritannien nach wie vor ab; die Regierung Botha brauche Zeit und gütlichen Dialog, um innere Reformen voranzutreiben. - SIN lenkt die Aufmerksamkeit des FCO auf ein Umweltanliegen, die Konvention über grossräumige grenzüberschreitende Luftverschmutzung. Ihr Exekutivorgan soll auf seiner vierten Sitzung vom November 1986 in Genf (EB 4) über das Helsinki-Protokoll (EB 3 1985, SO<sub>2</sub>-Reduktion) hinaus im Sinne der Saas Fee-Erklärung der 3 deutschsprachigen und 7 weiterer Umweltminister (Febr. 1986) auch die NO<sub>x</sub> und HC-Emissionen abbauen; dabei hoffe die Schweiz, dass sich Grossbritannien einem entsprechenden Konsens in Genf nicht widersetze.

### 5. Europäische Zusammenarbeit und Integration

#### - Europarat:

FCH umschreibt die Prioritäten in der Europapolitik der Schweiz: Zusammenarbeit aller (21) westeuropäischen Demokratien im Europarat; Konzentration der Strassburger Organisation auf wenige Hauptaktivitäten; gemeinsame Menschenrechtspolitik als erste Priorität im Einklang mit der wirtschaftlichen und technolo-



gischen Entwicklung (Reorganisation der europäischen Menschenrechte-Gerichtsbarkeit). DT begründet das beschränkte Interesse Londons am Europarat mit der starken Beanspruchung der Aussenminister und Politischen Direktoren durch die EG in Brüssel, aber auch mit den strengen Effizienz- und Budgetkriterien, welche das FCO an alle internationalen Organisationen anlege.

- Europäische Gemeinschaft - EFTA und Schweiz:

Minister Kellenberger (KE) unterstreicht die weitgehende faktische Integration der Schweiz in den EG-Wirtschaftsraum und die Rückwirkung aller EG-Entscheide auf unsere Volkswirtschaft, die auf klassischen Freihandel ausgerichtet sei. In einem Gegensatz dazu stehe der Ausbau des EG-Binnenmarktes als eines homogenen und dynamischen Wirtschaftsraumes. So lege die Schweiz grossen Wert auf die Annahme des Direktversicherungsabkommens durch die EG-Mitgliedstaaten. Die Luxemburger Erklärung von 1984 bilde für sie als EFTA-Land eine wichtige Basis der multilateralen und bilateralen Zusammenarbeit mit der EG. Botschafter Rich unterstützt die Liberalisierung des Dienstleistungsverkehrs, gibt aber zu bedenken, dass Spezialabkommen mit Drittstaaten die Handlungsfreiheit der EG beeinträchtigen.

- Ziele der britischen EG-Präsidentschaft:

Für den EG-Ratsvorsitz in der 2. Hälfte 1986 sieht DT folgende Prioritäten:

- 1) Ausbau des EG-Binnenmarktes unter Einschluss des Verkehrsreiches,
- 2) Liberalisierung des Arbeitsmarktes (vermehrte Bürgernähe der EG-Bürokratie),
- 3) notwendige Reformen in der gemeinschaftlichen Landwirtschaftspolitik,
- 4) Sicherung der neuen GATT-Runde und des Multifaser-Abkommens,
- 5) Unterstützung der EG-Kommission im Handelskonflikt mit den USA,
- 6) Intensivierung der Europäischen Politischen Zusammenarbeit (ab 1987 mit festem Sekretariat in Brüssel).

- Technologische Zusammenarbeit in Europa:

KE betont das Interesse der Schweiz am Zugang zu den Forschungsprogrammen der Gemeinschaft, dem auch der EG-Rat zustimmen sollte. Die Forschungsgemeinschaft EUREKA sei für uns besonders attraktiv, weil sie gesamteuropäisch angelegt, nicht institutionen-, sondern projektorientiert und vor allem auf den Marktzugang der privaten Industrie ausgerichtet sei; im letzteren Punkt stehen sich Bern und London besonders nahe, während London in der Frage einer EUREKA-Erweiterung bisher Zurückhaltung übte. DT teilt die Skepsis der Schweiz gegen eine zu starke Staatsbindung der Forschung und die Auffassung, dass die Zulassung neuer Mitgliedstaaten (z.B. Jugoslawiens) zu einzelnen Projekten fallweise geprüft werden sollte. Bei der Öffnung der EG-Forschungsprogramme sieht DT gewisse Grenzen für unsere Politik des "Fünfer und Weggli"; der Preis, den die Schweiz bezahlen sollte, bestehe weniger in ihrem finanziellen Beitrag an die EG-Forschungsmittel, als in der Bereitschaft, auch rechtliche Bindungen einzugehen.



B. Visite de courtoisie Derek Thomas (DT) au Secrétaire d'Etat  
E. Brunner (BRE)

Après un tour d'horizon de la situation internationale et des crises régionales, notamment en Afrique australe, DT et BRE se sont entretenus de la CSCE en général, de la situation de la CDE à Stockholm et de ses chances de succès avant la conférence de Vienne. Ils ont également discuté de la suite à donner au processus d'Helsinki. La représentation des intérêts britanniques en Argentine a aussi été évoquée.



OECD-Ministerkonferenz vom 17./18. April 1986 (schweizerischer Delegationschef Bundesrat Furgler) hat einen insgesamt erfolgreichen Verlauf genommen, wenngleich spektakuläre Beschlüsse ausblieben. Hauptthemen der Konferenz waren die allgemeine Wirtschaftspolitik, strukturpolitische Fragen (inkl. Landwirtschaft), die Beziehungen zu den Entwicklungsländern und die Handelspolitik.

Die Ministerkonferenz hat gezeigt, dass die stabilitäts- und anpassungsorientierte wirtschaftspolitische Strategie der letzten Jahre nach wie vor von allen OECD-Ländern mitgetragen wird. Mit Blick auf die gesunkene Inflationsrate, die niedrigeren Zinsen, den Oelpreiserückgang sowie die Wechselkurskorrekturen der letzten Zeit sahen allerdings verschiedene Delegationen einen Spielraum für eine expansivere Ausrichtung der Wirtschaftspolitik. Entsprechende Forderungen ergingen namentlich an die BRD, welche diesen Wunsch mit Hinweis auf ihre bisherigen Massnahmen (wie Steuersenkungen) zurückwies. Insgesamt ergab sich an dieser Ministertagung der Eindruck eines konjunkturpolitischen Optimismus der OECD-Länder wie schon lange nicht mehr.

Die Strukturdebatte war vom Bemühen geprägt, unsere Volkswirtschaften in verschiedenen wichtigen Bereichen noch flexibler und anpassungsfähiger zu machen und die Grundlagen für einen langfristigen weltwirtschaftlichen Aufschwung zu legen. Viele Länder forderten grössere strukturpolitische Anstrengungen (Arbeitsmarkt, etc.), um der noch zu hohen Arbeitslosigkeit zu Leibe zu rücken. Die Diskussion der Landwirtschaft - als strukturpolitisches Thema (Produktionsüberschüsse, hohe Budgetbelastungen, etc.) präsentiert - zeigte auf, dass das Bewusstsein für die Dringlichkeit von strukturellen Reformen in diesem Sektor zugenommen hat.

Im Bereich der Beziehungen zu den Entwicklungsländern wurde die Baker-Initiative zur Entschärfung des Verschuldungsproblems bestätigt und gleichzeitig die Bedeutung grösserer Hilfsanstrengungen hervorgehoben.



Im Handelsbereich engagierten sich die Minister sehr deutlich für die neue GATT-Runde, deren Vorbereitung sie mit aller Kraft vorantreiben wollen. Es konnte eine Einigung erzielt werden, dass die neue Runde auch sog. neue Bereiche (Dienstleistungen, geistiges Eigentum, Investitionen) behandeln soll. Der schweizerische Approach für die Modalitäten der neuen Runde (Dreiteilung in systemische Reform, Liberalisierung und Verbesserung des handelspolitischen Umfelds) hat im Communiqué (Para. 26) Eingang gefunden. Die Minister konnten sich auch auf einen Standstill (handelspolitisches Stillhalte-Engagement) und einen Rollback (Rückgängigmachung von Handelsrestriktion insb. der Grauzone) in der OECD und im GATT einigen.

Keine Lösung konnten die Minister bezüglich der gebundenen Hilfe finden. Die USA hatten energisch gefordert, das erforderliche minimale Geschenkelement für diese Art Hilfe zu erhöhen von bisher 25 % auf bis zu 50 %. Die EG bot eine Erhöhung auf 30 % und später 35 % an, wobei gleichzeitig ein länderspezifischer differenzierter Diskontsatz (DDS) - entsprechend dem marktmässigen Zinsniveau in den einzelnen OECD-Ländern - für die Berechnung des Geschenkelements (bisher einheitlich 10 %) zur Anwendung kommen sollte. Japan machte an der Ministerkonferenz klar, dass die Einführung eines DDS inakzeptabel sei (Benachteiligung der Niedrigzinsländer). Schweizerischerseits lehnten wir die Einführung des DDS ebenfalls ab und forderten, dass dieser ganze neue Problemkreis erst in der OECD vertieft zu studieren sei, bevor Entscheide getroffen werden. In dieser Situation verzichteten die Minister darauf, zu dieser Frage im Communiqué Stellung zu nehmen, die noch weiter geprüft werden muss.

MUHEIM.



1.A.22.14.7.3. - BIC/1s

Interne VerteilerlisteBetrifft:           Wochentelex   18/86VERTRAULICH

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard	JL
	Herr Erard	ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Lorétan	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz	MA
	Herr Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
	Herr Speck	SPE
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz	FA
	Herr Faivet	FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca	PIA
	Herr Wyss	WS
	Herr Fetscherin (KSZE)	FN
	Herr Faessler	FCH
	Herr de Dardel	DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Rüegg	RUE
	Herr Blickenstorfer	BLI
	Herr Strauch	STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wyttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler	GH
	Herr Flückiger	FK
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim	MF
	Minister Staehelin	SIN
	Minister Lautenberg	LA
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV



Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Herr Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Indermühle Herr Ruf	WER IND RG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Herr Bodenmüller	BOD
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Trinkler	TK
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Robert	RO
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr Pasquier	PA
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève  
30 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,  
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 29. April 1986

Informations- und Pressedienst

29. April 86 12

1.A.22.14.7.3. - BIC/1s

V E R S A N D L I S T E

Betrifft: Wochentelex 18/86

VERTRAULICH

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan		New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra		Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing		Rabat
Beirut	Kinshasa	Riad
Belgrad	Kopenhagen	Rom
Berlin DDR	Kuala Lumpur	San José
Bogota	Kuwait	Santiago de Chile
Bonn	Lagos	Singapur
Brasilia	La Paz	Sofia
Brüssel	Lima	Stockholm
Brüssel / Mission	Lissabon	Strassburg / Europarat
Budapest	London	Söul
Buenos Aires	Luanda	Tananarive
Bukarest	Luxembourg	Teheran + Fremde Inter.
Canberra	Madrid	Tel-Aviv
Caracas	Manila	Tokio
Colombo	Maputo	Tripolis
Conakry	Mexico	Tunis
Dakar	Monrovia	Warschau
Damaskus	Montevideo	Washington
Dar es Salaam	Moskau	Wellington
Den Haag	Nairobi	Wien
Dhaka	New Delhi	Yaoundé

GENERALKONSULATE:

Hong Kong  
Mailand  
München  
New York  
Frankfurt

Genf / IO

95 Vertretungen  
+ 5 Generalkonsulate

100 total

=====



EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN  
Informations- und Pressedienst

Bern, den 29. April 1986  
VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. - BIC/is

TELEGRAMM (CH)

Wochentelex 18/86

- Addis Abeba*  
*Athènes*
- a) an die diplomatischen Vertretungen in:
- |                       |                       |                    |
|-----------------------|-----------------------|--------------------|
| - Algier              | - Lagos               | - Peking           |
| - Ankara              | - Lissabon            | - Prag             |
| - Bagdad              | - London              | - Pretoria         |
| - Bangkok             | - Luxemburg           | - Rabat            |
| <i>- Beirut</i>       | - Madrid              | - Riad             |
| - Brasilia            | - Mexiko              | - Rom              |
| - Brüssel             | - Moskau              | - Santiago         |
| (Botschaft + Mission) | - Nairobi             | - Stockholm        |
| - Budapest            | - New Delhi           | - Strassburg Repr. |
| - Buenos Aires        | - New York/Swissobser | - Teheran          |
| - Canberra            | - Ottawa              | - Tel Aviv         |
| - Caracas             | - Oslo                | - Tokio            |
| - Dar es Salaam       | - Paris (auch OECD)   | - Warschau         |
| - Den Haag            |                       | - Washington       |
| - Dublin              |                       | - Wien             |
| - Helsinki            |                       |                    |
| - Jakarta             |                       |                    |
| - Kairo               |                       |                    |
| <i>- Kinshasa</i>     |                       |                    |
- b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.
- c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.
- d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.